

Options pour une nouvelle politique internationale :

La reconnaissance de l'interdépendance comme nouvel horizon géopolitique.

Au même titre que le « ni de droite, ni de gauche » est un non-sens politique, la position « ni Atlantiste, ni pro Russie » n'est plus pertinente pour définir une ligne diplomatique. La France perd de son influence en dépit des gesticulations de notre président. Dans la seconde partie du 20^e siècle, la France avait pour ligne, inspirée par les présidents De Gaulle et Mitterrand, d'affirmer l'indépendance de la France vis-à-vis des Etats Unis et de l'URSS. Or, lorsque la fin de l'histoire est arrivée pour les américains en 1990, la doctrine géopolitique française, jusqu'à aujourd'hui, a alterné soit sur cette ligne Gaullo mitterrandiste, soit sur un alignement à la ligne néo-conservatrice américaine d'inspiration évangélique sans tenir compte des évolutions et problèmes sociaux (dégradations climatique, affaiblissement des Etats, apparition de nouveaux acteurs mus par l'intérêt privé) dans un monde baigné par la Mondialisation.

Cette dernière révèle que les pouvoirs qui gouvernent le monde se sont désoccidentalisés. L'écriture de l'Histoire mondiale appartient aujourd'hui à d'autres acteurs non occidentaux publics et privés. La Mondialisation a créé une forme d'interdépendance entre les acteurs conduisant nécessairement à réviser les leviers de l'influence. Pour se remettre au centre des échanges mondiaux, il est important d'intégrer d'autres facteurs mettant en péril la paix et la sécurité internationales. Les guerres, affrontements militaires, la question des frontières, les ingérences politiques et économiques existeront toujours. Les humains existeront-ils toujours ?

Aujourd'hui, c'est l'effondrement de notre écosystème, la combustion de nos avenir, l'évanescence des structures étatiques garantissant la protection de leurs populations auxquels nous assistons. C'est à l'aune de ces bouleversements qu'on doit adopter une véritable révolution diplomatique afin de préserver notre planète.

Ainsi, nous proposons de dépasser la ligne Gaullo Mitterrandiste puisque inspirée avant tout d'un contexte géopolitique totalement obsolète. On s'attachera dans cette contribution à dessiner les grandes lignes de cette nouvelle doctrine géopolitique (I) pour ensuite y livrer quelques idées (II).

I La reconnaissance de l'interdépendance des nations comme nouveau cadre d'influence mondiale

La domination de l'occident au 20^e siècle avec un contestataire soviétique n'existe plus et le 21^e siècle est celui de l'enchevêtrement beaucoup plus poussé des diverses relations entre les différents sujets des relations internationales. La Mondialisation nous a ainsi inscrit dans une logique d'interdépendance où le fort n'est plus forcément fort vis-à-vis du faible et que le faible s'affirme vis-à-vis du fort notamment à travers les matières premières de l'Or Vert (terres rares). Ceci sous-entend que la ligne diplomatique française doit avant tout prendre en compte les nombreuses différences des différents acteurs et ainsi penser différemment en délaissant son arrogance.

Il ne s'agit plus de « parler à tout le monde » mais de comprendre tout le monde pour mieux comprendre ces enchevêtrements complexes et ainsi retrouver son influence mondiale. Il faut accepter notre appartenance à une solidarité organique dans laquelle l'influence ne peut se réaliser que par considération d'autrui. Leurs problèmes sont les nôtres afin d'éviter que les différents organes de ce corps international constitué ne s'infectent globalement. Ne l'oublions jamais : l'avenir interrompu des plus de 30 000 décès français est lié à Wuhan...

II La mise en œuvre de cette nouvelle politique.

A. Une réforme du Quai d'Orsay

Tout d'abord, il est important de féliciter et de remercier tous nos agents dans les différents postes diplomatiques et en France pour leurs dévouements. Eux aussi sont en premières lignes face au Covid (rapatriement, sourcing). Le Quai d'Orsay a énormément souffert des réductions budgétaires et de management erratique et où les cabinets politiques ne sont pas toujours en écoute des équipes du terrain.

La première réforme à entreprendre au sein du Quai d'Orsay est celle des ressources humaines. Au même titre qu'on met les carrés dans les carrés et les triangles dans les triangles, il s'agit de mettre les fonctionnaires dans les postes où ils sont les plus efficaces en fonction de leurs compétences. Par exemple, il est usuel de remplacer les ambassadeurs tous les trois à quatre ans de pays. Si un ambassadeur placé dans un pays A réussi à développer des liens et des réseaux importants dans ce pays au bout de deux ans de travail acharné, pourquoi le changer de poste un à deux ans plus tard ? S'il est bon, autant qu'il reste jusqu'à ce que le Président de la République n'en décide autrement ! En Russie en 18 ans, nous avons changé 6 fois d'ambassadeurs quand sur la même période, seul trois ambassadeurs russes ont occupé ce poste à Paris afin de développer leurs rayonnements activités y afférents...

Que faire avec les futurs diplomates ? Etablir l'Ecole du Quai qui aura deux axes : Former les futurs diplomates.

Pour rentrer au Quai, il devra uniquement passer par les concours d'entrée à l'Ecole du Quai. Avec une épreuve « compréhension des enjeux internationaux » accessible à tous après un master ou équivalent afin d'évaluer le niveau pour intégrer l'Ecole. Elle enseignera et formera les fonctionnaires pour comprendre les profondes mutations internationales. Cette même école permettra aussi de former les fonctionnaires souhaitant ou allant vers d'autres fonctions au sein du Quai, sur d'autres territoires ou apprendre un nouveau métier au sein du Quai permettant aussi leurs reconversions dans le privé.

B. Nos alliances

Aujourd'hui, en 2020, la traditionnelle formule « l'ami de mon ami est mon ami » est inopérant. Pleins d'exemples peuvent en témoigner comme celui où l'Azerbaïdjan soutenu par la Turquie l'est aussi par Israël alors même que ces deux derniers pays sont ennemis. Par conséquent, il est plus qu'important d'interroger nos alliances pour en déterminer les plus efficaces.

La première des alliances ayant compris l'enjeu de l'interdépendance des nations est bien évidemment l'ONU. Au-delà d'être l'outil le plus pertinent pour avoir une gouvernance mondiale efficace, la France a toujours rayonné dans le monde lorsqu'elle a endossé la lettre et l'esprit de la Charte des Nations Unies (Guerre Irak 2003 ou bien Cop 21). Il est important pour la France de remettre l'ONU au centre des débats et de la résolution des problèmes. Penser résoudre les problèmes de tel pays en prenant l'avion, en faisant des discours et en repartant affecte profondément l'image de la France...

Agir au sein et avec l'Union européenne est indubitable même si certains pays sont réfractaires à certaines évolutions. Mais l'on doit continuer à travailler avec ces en comprenant leurs logiques internes. Il est intéressant de voir que la direction que prend la Commission européenne correspond aux changements du monde. Mais ne soyons pas naïf : certains blocages résultent aussi de l'alliance militaire qu'est l'OTAN.

S'agissant de cette dernière, la France ne doit plus penser gestion des crises à travers l'OTAN. **L'armée doit être au soutien de la diplomatie et non pas le contraire.** Par conséquent, il est important de notre côté d'avoir un corps militaire bien utilisé et bien doté afin d'avoir une autonomie stratégique.

Après avoir réformé le Quai d'Orsay et avoir redéfini nos priorités d'actions avec nos partenaires, il s'agit maintenant de créer la France des projets.

C. La résorption des crises sociales internationales

Il est évident que la crise la plus importante à laquelle nous devons agir est la transformation de la planète qui devient de plus en plus hostile à l'humain en raison de l'activité humaine.

Par conséquent, il s'agit pour la France d'agir avec des projets concrets pour réduire les crises d'ordres sociales par exemple en Afrique avec la création de **l'Artère Bleue**.

1. L'Artère bleue

A l'image du « Barrage Vert » mis en place par le président algérien Boumedienne pour stopper l'avancée du désert par un plan massif de boisement de la steppe algérienne, « L'Artère Bleue » viendrait stopper la désertification du Sahel et « redonner de l'oxygène » à ces territoires.

Les attendus : recréer des zones vertes pour absorber le Co² planétaire, retrouver les terres arables ; création d'emplois... Sur le plan stratégique, retrouver une influence dans la région, contrôler l'approvisionnement en terre rares, lutter contre les facteurs d'engagements dans les réseaux djihadistes...

Il s'agira techniquement d'établir des usines de désalinisations des eaux en Mauritanie et au Soudan pour apporter les eaux de l'Océan Atlantique et de la mer Rouge sur les différents pays de la zone par un réseau de pipelines. Pour son fonctionnement, la création d'une organisation internationale technique de coordination est fondamentale. Elle regroupera les Etats partis bénéficiaires de ce réseau, la France, l'UE et le PNUD. Le financement, uniquement par les Etats partis, doit être analysé comme un investissement pour agir sur la protection de la planète, la sécurité de la zone ou encore l'immigration de survie.

Ce projet est typiquement représentatif de ce que l'interdépendance des nations représente. L'Afrique est le continent qui connaîtra un boom dans tous les domaines (démographiques, économiques, crises). Ce travail doit se penser et s'établir avec les sociétés civiles sur place.

D. La préservation de nos intérêts dans ce monde d'interdépendance.

Il faut ne pas être naïf : la mondialisation est aussi une compétition. Notre déficit commercial, selon le dernier rapport de la direction générale du Trésor en 2019, était de 59 milliards d'euros et l'étude du cabinet Euler Hermes en septembre 2020 énonce qu'il sera de 100

milliards pour 2020... Il faut reconnaître l'évidence : Les français ont du mal à l'international alors même que nous disposons de généreuses aides et subventions.

Par conséquent, enracinons le ministère du commerce international qui disposera du contrôle et monopole de toutes les aides et fonctionnement des mécanismes de l'export. Sous sa direction, il s'agira **d'instituer un Guichet Unique pour l'Export** décentralisé dans les régions et les départements pour rendre opérant les outils du commerce extérieur. Concrètement, Business France et BPI France ne devront former qu'une seule entité gérée par le Guichet Unique pour l'Export. Les équipes du Guichet unique viendront soutenir et financer les activités des entreprises à l'international tout en chassant dans les territoires les entreprises françaises susceptibles de répondre à des besoins repérés par le Quai d'Orsay.

Des pays ont fait de leurs territoires des plateformes du commerce international. Par conséquent, afin de doper les exports de nos entreprises, il **s'agira d'implanter dans ces différents territoires les Maisons Françaises**. Il s'agit de créer des showrooms qui vont héberger différentes PME et ETI qui répondront à des critères de préservation de la planète et de créations d'emplois sur le territoire français.

Concrètement, la France contracte un bail pour une surface donnée sur un de ces pays, les sous loue aux entreprises sélectionnées et créer des évènements hebdomadaires pour en faire un **outil de Soft Power puissant** dans la mesure où cela attirera directement les potentiels et différents acheteurs à commander. Le seul coût pour une PME sera ainsi la location d'un espace à un prix raisonnable pour une durée déterminée, le salaire d'un représentant et ses frais annexes tout en bénéficiant des dispositifs du Guichet Unique pour l'Export

Les Maisons Françaises doivent être conçus comme lieux où la consommation finale des biens ou services se fera ailleurs dans le monde. Dubaï, Singapour, New York, Lagos...doivent être en réalité considérés comme des catalyseurs d'exports.

Autre domaine dans lequel nous devons défendre nos intérêts réside dans la lutte internationale contre le trafic de drogue.

S'agissant du trafic de cannabis, nous savons que le Maroc est le producteur de cannabis le plus important à nos frontières et que le cannabis thérapeutique est une nouvelle voie à explorer. Par conséquent, on peut agir avec le Maroc afin de créer une économie légale et encadrée. Concrètement, une coopérative d'agriculteurs sous responsabilité de l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime pourrait s'occuper de la récolte de feuilles de

cannabis, rémunérer les paysans locaux au juste prix pour casser toute collaboration avec les réseaux mafieux et vendre la récolte à une Joint-Venture pharmaceutique franco marocaine. Cette dernière vendrait les produits médicaux aux entités sanitaires de France ou du monde. Ainsi, nous **tarissons la source des trafiquants en l'orientant vers une économie encadrée d'avenir tout en préservant la santé publique.**

S'agissant du trafic de cocaïne, la proposition est de créer une mission navale conjointe européenne et africaine sous mandat et commandement militaire ONU en y intégrant d'autres armées nationales afin de **créer un « tamis » naval** contre les navires susceptibles de transporter des cargaisons de cocaïnes. Afin de ne pas pénaliser le commerce, l'idée est d'envoyer des troupes aléatoires sur chacun des bateaux en provenance d'Amérique latine pour les fouiller durant la traversée vers les ports d'Afrique permettant ainsi de réduire le plus drastiquement possible le narco terrorisme.

Enfin, positionner le ministère de la culture sur un plan international en subventionnant les cours de français partout dans le monde, en organisant des tournées mondiales avec les stars de la scène musicale française et investir dans les séries françaises et les distribuer sur les plateformes vidéo en streaming.

Conclusion :

Il s'agissait ici de présenter une réorientation de la doctrine étrangère de la France pour rendre son rayonnement le plus efficace possible. Prendre en compte que nous sommes au 21^e siècle et que la mondialisation rythme nos vies, que nous sommes interdépendants, que la crise la plus importante à gérer est celle de la combustion de notre planète en proposant des idées très ambitieuses tout en étant conscient que nous sommes en compétition avec d'autres puissances.